

## **Crise financière et son impact sur les économies maghrébines**

**Abdelatif Kerzabi** Maître de conférences

**Abdelatif Chelil** Maître de conférences

**Mohamed Saidani** Chargé de cours

Faculté des sciences économiques et de gestion  
Université de Tlemcen ALGERIE

### **Résumé :**

La déréglementation financière, encouragée par une conviction que le marché est autorégulateur, a permis des formes d'innovation financière qui étaient complètement déconnectées des activités productives du secteur réel de l'économie, d'après les experts de la CNUCED.

La crise économique est loin d'être finie, bien au contraire, elle ne cesse de s'aggraver et de se généraliser. Sa diffusion à travers le monde montre que la région du Maghreb n'est pas épargnée, et que les pays qui la constituent subiront les effets de la crise et de la récession mondiale. La région du Maghreb reste sujette aux effets des crises économiques mondiales, eu égard à son rôle de pourvoyeur en sources énergétiques fossiles (Algérie). Le Maghreb constitue, en outre, un énorme importateur et un marché de consommation considérable. Enfin, certains pays de la région souffrent d'un niveau de chômage très élevé et d'un déficit en matière de ressources hydrauliques, outre leur dépendance des investissements directs étrangers (IDE) en matière de croissance économique.

Même si les conséquences soient moins influentes sur leur système financier du fait que, celui-ci n'est pas vraiment connecté aux places financières des pays développés et que leur monnaie n'est pas totalement convertible, les effets sont réels dans plusieurs secteurs réels : commerce extérieur, tourisme, transferts de fonds des émigrés, IDE...etc. Les marchés financiers des pays maghrébins, sont réduits et mal intégrés, raison pour laquelle la crise mondiale n'a atteint les rives du continent que lorsqu'elle a commencé à toucher l'économie réelle.

Dans cette perspective, un constat économique s'impose. Une analyse de la transmission de la crise financière mondiale vers les pays de Maghreb nous permet de montrer qu'au-delà des déclarations optimistes des pouvoirs publics la crise touche de manière inégale les trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie).

## **Introduction :**

Les pays du Maghreb ne sont pas isolés du reste du monde bien que les conséquences soient, comme nous le verrons, moins influentes sur leur secteur financier du fait, que celui-ci ne soit pas vraiment connecté aux places financières des pays développés et que leur monnaie ne soit pas totalement convertible, par contre, des méfaits sont apparus dans beaucoup de secteurs de l'économie réelle.

La crise financière qui s'amplifie à partir de 2008 touche de manière limitée et non homogène les pays du Maghreb. Cependant, cette crise a eu des effets limités sur les différentes économies du fait principalement des choix politiques économiques opérés par les différents pays du Maghreb qui ont isolé le système économique et financier des turbulences financières mondiales.

Les autorités ont évité de recourir aux emprunts extérieurs et utilisé au contraire les abondantes liquidités intérieures pour financer les grands investissements. Les principales banques étant des établissements publics, un resserrement du crédit apparaît peu probable. Enfin, les avoirs en devises du pays et la gestion des risques qui s'y attachent sont concentrés à la banque centrale via le système de rétrocession des recettes d'exportation des hydrocarbures et l'obligation faite aux banques de déposer en fin de journée leurs soldes en devises à la banque centrale.

Notre intervention tentera dans une première partie d'exposer l'impact limité des effets de la crise sur le système bancaire et financier maghrébin. Cette partie nous permettra de montrer qu'à la différence des pays du Nord qui ont le plus soufferts des conséquences de la crise sur leurs institutions financières, les pays du Maghreb ont été directement touchés mais de manière disparate dans leurs sphères réelles.

## **1. Un impact limité sur le système bancaire et financier des pays maghrébins**

L'impact direct de la crise financière se fait ressentir généralement dans le secteur financier qui, dans le cas des pays du Maghreb, ne semble pas véritablement touché. En effet, bien que des réformes soient engagées depuis les années 1990 en vue de leur libéralisation financière tant au niveau interne qu'au plan externe, celles-ci, contrairement à ce qui s'est passé dans certains pays du Sud est asiatique et d'Amérique latine, avancent lentement dans un cadre macroéconomique de plus en plus assaini et mieux consolidé. Les pays du Maghreb dont l'Algérie, le Maroc et la Tunisie se retrouvent alors peu connectés au système financier mondial, ce qui les a protégés contre la contagion dans ce secteur. On peut expliquer la limite des effets directs par les éléments suivants ;

### ***1.1/ La non convertibilité totale de leur monnaie***

Les pays maghrébins ont adopté une démarche graduelle pour la convertibilité de leurs monnaies donnant la priorité aux opérations courantes liées d'une façon directe à leurs activités productives et, au demeurant, progressive pour celles relatives au compte capital. La non convertibilité de leurs monnaies a donc permis de renforcer ces pays quant à leur prudence à l'égard de l'entrée des flux de capitaux à court terme, qui sont considérés très

volatils et dont les reflux auraient pu ruiner leurs économies si ceux-ci s'avéraient brusques et massifs. Le cloisonnement

### *1.2/ Le cloisonnement du système bancaire*

En ce qui concerne leur réseau bancaire, la plupart des banques de ces pays ont des capitaux majoritairement nationaux lesquelles contrôlent plus de 70% du marché bancaire (en Algérie + de 90%). Il est vrai que certaines banques étrangères (Société Générale, BNP Paribas, Natexis...) implantées dans ces pays ont leur banque mère touchée par la crise, cependant, les répercussions sur les systèmes bancaires maghrébins ne sont pas significatives compte tenu de leur part de marché, qui demeure faible, et au final de la maîtrise de la situation par les banques mères. En revanche, le processus de privatisation partielle du CPA qui devait se réaliser en Algérie au début de l'année 2008 a été retardé puis écarté lorsque la crise des subprimes a éclaté vers la fin 2007.

Par ailleurs, la plupart des banques de ces pays sont dans les textes généralement universelles (l'universalité des banques a été introduite en Algérie en 1990, en Tunisie en 2001), mais dans la réalité, il ne s'agit pas de grandes banques ayant une activité internationale importante, quand elles interviennent sur les marchés internationaux, leurs activités sont encadrées. Elles ne font pas recours aux produits dérivés et autres techniques de titrisation à l'origine de la crise tels que les MBS, CDS, ou CDO pour le placement de leurs ressources en devises. Elles ne sont donc pas concernées, à l'instar des gigantesques banques d'affaires mondiales, par l'acquisition des titres « toxiques », qui demeurent l'une des grandes courroies de transmission de la crise au reste du monde. En outre, étant soumises à une réglementation stricte et compte tenu du contexte économique en développement dans lequel elles évoluent, les banques maghrébines s'adossent plutôt sur une collecte de ressources stables pour soutenir l'investissement réel et non l'investissement financier et la spéculation pour la recherche de gains faciles.

N'ayant donc pas investi dans les marchés hypothécaires à haut risque et ne détenant pas de titres représentatifs des crédits « subprimes », mais plutôt tournées vers le financement du secteur réel, les banques du Maghreb ne connaissent pas (ou peu) de pertes et encore moins de faillites liées à la crise financière mondiale. Le marché financier tunisien présente actuellement une capitalisation boursière de 20% du PIB. Celui-ci est ouvert aux investisseurs étrangers mais leur participation reste modérée. La part des étrangers dans la capitalisation boursière est de 25% détenue par des actionnaires de référence. Leurs investissements restent concentrés sur 5 à 6 valeurs mais leur poids dans ces titres est important. Le marché financier tunisien a enregistré quelques turbulences depuis octobre 2008 notamment les 6 et 8 octobre, qui se sont manifestées par des ventes massives de titres ayant entraîné une baisse d'environ 10% de l'indice des valeurs les plus liquides Tunidex. Toutefois, eu égard à la solidité des fondamentaux du marché financier et des actifs des sociétés cotées, ces turbulences ne peuvent être expliquées, selon les responsables tunisiens, que par des facteurs d'ordre psychologique dont la sur-médiatisation de la crise. En revanche, cette situation a permis de renforcer la confiance des clients dans le secteur bancaire attestée par l'augmentation de 13,7% de dépôts durant la période allant d'août 2007 à août 2008.

Quant à la Bourse marocaine créée en 1929 est considérée comme la plus ancienne. Ces performances lui permettent l'attrait des investisseurs étrangers dont les placements connaissent d'importantes évolutions. Néanmoins, après une montée fulgurante d'année en année et surtout en 2007 où la capitalisation boursière a atteint 75%, ce marché a connu quelques perturbations à partir de mi-mars 2008, elles sont plus importantes à partir de septembre 2008. Les pertes totales subies représentent 18% du PIB de 2007. Les indices Masi et Madex se sont repliés au mois de novembre 2008 de 7,2% et 7,1% respectivement pour ramener leurs performances depuis le début de cette même année à -12,4% et -12,6% respectivement. Pour sa part, la capitalisation boursière enregistre à fin novembre 2008 une baisse de 7,3% par rapport à fin décembre 2007.

En ce qui concerne l'Algérie, elle s'est certes dotée, dans le cadre des réformes économiques, d'un marché financier depuis décembre 1993 par le décret législatif n° 93/10 du 23/05/1993, mais depuis son démarrage en 1998, celui-ci demeure encore à l'état embryonnaire, la capitalisation boursière demeure marginale et ne dépasse pas actuellement 0,25% du PIB. Cette faiblesse est le résultat du nombre de titres de capital cotés, 2 actions seulement, et par leur cours relativement réduit. La bourse d'Alger est aussi caractérisée par un total détachement vis-à-vis des marchés financiers mondiaux, il n'y a point d'investissements en portefeuille étrangers alors que les lois bancaires ( loi 90/10 et l'ordonnance n° 03.11 du 26/08/2003 relatives à la monnaie et crédit ) prônent la liberté de mouvements de capitaux.

La bourse de Tunis marque une hausse de 30% en pleine crise le temps où les places boursières chutent de plus de moitié de leurs capitalisations, une forte résilience face à cette crise et cela par nature de son activité dont le taux de la participation étrangère est de 25% par rapport à la capitalisation boursière, la partie majeure est considérée comme une participation stable et durable dans le cadre d'un partenariat stratégique dans le secteur productif au niveau des entreprises ou des banques tunisiennes, ainsi que la part du flottant ne dépasse pas les 3% ce qui met la bourse loin des spéculateurs notamment le système de cotation qui offre et assure une certaine stabilité car, les cours des valeurs cotées fluctuent dans des fourchettes avec des seuils statistiques de 3% pouvant aller jusqu'au maximum de 6,09%.

## **2. L'impact de la crise financière sur l'économie réelle des pays maghrébins**

Les économies de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie partagent de nombreuses caractéristiques. Dans ces trois pays, l'agriculture est importante, l'État domine l'économie à des degrés divers et le régime du commerce extérieur est en général assez restrictif, en dépit d'une plus grande ouverture sur l'Union européenne. La différence structurelle la plus importante est que l'Algérie est avant tout un pays exportateur de pétrole, tandis que le Maroc et la Tunisie ont une économie plus diversifiée.

En 2007, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a connu une croissance de 5,7 % en moyenne. Cet essor a été possible par l'existence d'un environnement externe caractérisé par la hausse continue des prix des hydrocarbures et des matières premières hors pétrole, en particulier les produits alimentaires. Les incidences négatives sur l'économie réelle de ces pays peuvent être appréhendées à travers les baisses respectives des exportations, de

l'IDE en provenance des pays d'Europe et du Golfe, des recettes du tourisme et des transferts de fonds des émigrés notamment d'Europe.

## ***2.1. La baisse des exportations***

Les exportations maghrébines subissent le contrecoup de la réduction de la demande externe résultant de la chute de la croissance mondiale et notamment européenne. En effet, après une décennie de croissance de 7%, le taux de croissance mondiale est revu par le FMI à 0,5% en janvier 2009 alors qu'il l'avait prévu à 2,2% quelques mois auparavant. Les pays de l'Union européenne, avec lesquels le Maghreb réalise 80% de ses échanges extérieurs, se caractérisent par des ralentissements ou des récessions économiques. Les plus touchés sont l'Italie, la France, le Royaume Uni, l'Allemagne, l'Espagne, qui, d'après les prévisions du FMI pour novembre 2008/ janvier 2009 connaissent des baisses significatives de leur PIB.

La chute du taux de croissance annuel brut des crédits octroyés dans les pays de la zone euro, liée à l'assèchement de crédits à l'échelle mondiale de manière générale, a pour conséquence un net recul des activités des entreprises et de la consommation des ménages. Ces méfaits entraînent à leur tour la réduction de la demande extérieure de matières premières, des ressources énergétiques mais aussi de produits manufacturés induisant de façon inéluctable la chute de leur prix. C'est alors qu'ils transmettent à leurs partenaires maghrébins les effets qu'ils subissent et ce, par différentes voies.

### *2.1.1. Le cas de l'Algérie*

Avant la crise, les fortes recettes engrangées par l'Algérie suite au prix élevé du pétrole lui ont permis d'entreprendre de vastes programmes d'investissements publics pour développer ses infrastructures. Cette aisance financière l'a autorisé d'anticiper les remboursements de sa dette et de ne pas recourir au financement extérieur, mais avec le retournement de situation, l'Algérie n'enregistre selon le CNIS qu'un milliard de dollars d'excédent commercial en janvier 2009, soit une chute drastique de plus de 72% par rapport à la même période en 2008.

La réduction des exportations des produits énergétiques (pétrole et gaz dont le prix est indexé) qui s'expliquent par l'effet volume mais aussi par l'effet prix. Il s'avère que la demande mondiale de pétrole accuse, selon l'Agence Internationale de l'Energie –AIE-, un net recul (-2,9%) en 2009. Aussi, le pétrole dont le prix du Brent était de 140 \$ à fin juillet 2008 du fait de la forte demande des pays émergents (notamment chinoise), des tensions anticipées sur les marchés pétroliers mais aussi de la lente réaction de l'offre, a chuté à moins de 60\$ en septembre 2008 puis à moins de 40 \$ au début février 2009, et se situe à moins de 60\$ le baril en juillet 2009, il enregistre ainsi un effondrement de plus de 50%.

Les exportations de produits pétroliers (pétrole brut et produits raffinés) pourraient être moins touchées que les exportations de GN, car elles sont diversifiées à l'échelle mondiale. Cependant, les exportations algériennes de GN sont destinées avant tout à l'Europe (Italie, Espagne, France, Royaume-Uni) et ne peuvent pas être facilement redéployées vers d'autres marchés. Une récession plus aiguë en Europe pourrait donc freiner davantage les exportations de GN. Le solde extérieur courant devrait devenir déficitaire de 3 % en 2009 — sous l'effet conjugué du repli très sensible des prix pétroliers tel que projeté dans les *Perspectives de*

*l'économie mondiale* (ils chuteraient de 98 dollars le baril en 2008 à 54 dollars en 2009) et du dynamisme des importations liées au PIP et aux investissements de la Sonatrach — mais les réserves devraient continuer de couvrir plus de deux ans d'importations. Le solde budgétaire global deviendrait négatif pour la première fois depuis 1999, affichant un déficit de 11 ½ % du PIB en 2009. Notons enfin, que les pertes sur les exportations des hydrocarbures sont plus importantes avec un dollar, principale monnaie de paiement, qui baisse.

### *2.1.2. Le cas de la Tunisie*

Comme tous les pays du Maghreb, la Tunisie n'est pas à l'abri de cette crise mais aussi à l'instar des pays avec qui elle entretient des relations d'échange commerciaux, financiers ou de partenariat, l'ouverture totale du marché tunisien suite à l'entrée en vigueur de l'accord de libre échange avec l'union Européen début Janvier 2008, le commerce extérieur avec l'Europe représente 77 % contre seulement 3% avec les pays du Maghreb, ainsi que, 54% des exportations sont issues du secteur offshore opérant notamment dans les secteurs des industrie mécanique et électrique, habillement cuir et chaussures et du textile en général.

L'économie Tunisienne reste diversifiée et ouverte ce qui l'expose d'une façon ou d'une autre à cette crise sauf que le degré de contagion diffère d'un secteur à l'autre. Contrairement aux prévisions, la Tunisie a connue une baisse de son taux de croissance en 2008 passant à 4,6 après un taux de 5,5% en 2006 et même 6,3% en 2007, une baisse de deux points en une année. L'année de 2009 s'avère plus dure avec une baisse très considérable des exportations et des importations durant les six premiers mois, avec un solde négatif de la balance commerciale, le taux de croissance sera nettement inférieur par rapport à l'année précédente.

Les exportations tunisiennes ont baissé de près de 20 % depuis le début de l'année par rapport à la même période de l'an dernier. Seul le secteur du tourisme s'en sort encore bien. Les exportations tunisiennes ont rapporté cette année un peu plus de 4 milliards d'euros, mais c'est contre 5,3 milliards d'euros l'année dernière. Le textile habillement, qui représente la moitié des exportations, fait face à une glissade de plus de 16,5 %, près de 2000 entreprises en Tunisie sont concernées. -16 % même chiffre à la baisse enregistrée pour les exportations de l'industrie mécanique malgré les prévisions annuelles qui s'annonçaient positif. Enfin le secteur énergétique est à la peine, les ventes de phosphates et de dérivés ces 5 derniers mois ont été même carrément divisées par 2. C'est un coup dur pour la Tunisie qui, on s'en souvient, avait anticipé en lançant – c'était au printemps dernier – un programme de promotion industrielle en direction des partenaires européens principalement la France, Allemagne, Espagne, Italie et Grande-Bretagne, vantant alors les facilités fiscales et commerciales du pays. La Tunisie mise dorénavant sur la perspective d'une bonne campagne céréalière pour contrecarrer le repli de son industrie manufacturière. Le pays qui peut bien sur s'appuyer sur le tourisme (tourisme qui représente 6,5 % du PIB tunisien), et ces 5 derniers mois il a vu une augmentation de recettes et des entrées dans le pays. Si les touristes européens se sont faits moins nombreux, la baisse a été compensée par les touristes maghrébins, notamment libyens en hausse.

### *2.1.3. Le cas du Maroc*

L'Europe est le premier client et premier fournisseur du Maroc et la récession en Europe affectera sûrement l'économie marocaine. Les entreprises qui n'ont pas pu avoir de crédit pour leur fonctionnement ont des difficultés à s'en sortir, certaines ferment ou licencient une partie du personnel. D'autre part, dans un contexte de récession mondiale, la demande internationale diminue. Le textile marocain pourrait se retrouver de nouveau en crise suite à la diminution des commandes en provenance de l'étranger. La croissance mondiale devrait reculer à 2.2% en 2009 contre 3.9% en 2008, le commerce mondial devrait connaître un net ralentissement pour se limiter à 2,1% et l'inflation retombera à moins 2%. Partant de ces anticipations du FMI, les experts du Centre marocain de conjoncture (CMC) annoncent que l'impact de la conjoncture économique mondiale se ressentira au Maroc à travers les canaux de la demande extérieure adressée à la production nationale, les investissements étrangers et les flux financiers générés par le tourisme et les transferts des MRE. Cet impact qui se traduira, à fin 2009, par une perte de près de deux points du taux de croissance avec toutefois des implications considérables sur les revenus, l'emploi et le niveau de vie, requiert des mesures de soutien importantes pour l'activité économique

### ***2.1. La baisse des IDE***

Dans ce contexte, le Maghreb, qui passe sous la barre des 200 projets (198), est malgré tout moins sévèrement affecté par le mouvement à la baisse : les IDE y ont chuté de 23 %, glissant de 9,4 milliards d'euros en 2007 à 7,55 milliards en 2008. L'énergie est aux avant-postes avec 2,7 milliards d'euros pour une cinquantaine de projets, suivie du BTP et du tourisme, qui totalisent 2,5 milliards d'euros dans 70 projets, et de la banque-assurance (1,2 milliard d'euros pour 23 projets). Toutefois, le Maroc, de son côté, résiste et enregistre une petite baisse de 7 % (1,74 milliard d'euros). À la différence de la Tunisie, qui s'effondre de 75 % à 1,23 milliard – la privatisation de Tunisie Télécom avait dopé les IDE à 4,8 milliards d'euros en 2007. En Algérie, le bilan s'établit à 2 milliards d'euros (+ 17,6 %), loin des annonces tonitruantes de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), qui parle de 7,6 milliards d'IDE en 2008 – mais elle répertorie les annonces sans vérifier leur réalisation effective. La Tunisie reste une destination désirée, le stock de l'IDE représente près de 71% par rapport au PIB, 52% pour le Maroc, et seulement 9% en Algérie, les IDE en Tunisie ont une grande importance pour l'économie du pays, au cours du mois d'août 2008 en pleine crise, 3% de la participation étrangère ont été cédés, ce qui a ramené cette dernière à 25% contre 28% de la capitalisation boursière (9350 MD) avant ce mois, c'est-à-dire la sortie de près de 285 MD, malgré cette fuite le marché boursier a gardé sa tendance haussière et n'a pas eu d'influence négative sur le marché. Ce qui prouve une autre fois l'importante résilience du marché financier Tunisien.

Même si le reflux est net, le sud de la Méditerranée a bien mieux résisté que l'Europe, les États-Unis ou le Japon. Car il y a une vraie dynamique régionale. Les investissements seront maintenus pour la plupart dans l'énergie. Le secteur du BTP sera porté par le boom du logement social. Enfin, les transferts de capacités de production depuis l'Europe devraient se poursuivre. Même si des secteurs sont touchés par le chômage, comme la sous-traitance automobile en Tunisie et au Maroc, cette activité bénéficiera très vite du retournement de conjoncture. Dès que les excédents de production seront absorbés, les chaînes repartiront très

fort au Sud quand la demande décollera à nouveau et exigera des modèles plus simples et moins chers.

Après avoir abandonné en 2006 aux monarchies pétrolières la place de premier investisseur étranger sur la rive sud de la Méditerranée, l'Europe confirme son retour au premier plan avec plus de 16 milliards d'euros investis, contre 8,5 milliards aux pays de la péninsule Arabique (15,3 milliards en 2007), principalement dans le domaine de l'immobilier et du tourisme. « En 2008, de gros projets à cinq ou dix ans ont été annoncés par des investisseurs du Golfe. On peut craindre qu'ils n'aboutissent pas tous, au moins dans leur dimension initialement prévue. Certains seront réduits, arrêtés à la fin de la première tranche de réalisation, ou bien annulés », redoute Pierre Henry. De fait, les montants investis dans l'immobilier, qui représentent 19 % du total des IDE, ont été divisés par deux en 2008, à 7,6 milliards d'euros.

### **Conclusion**

Bien que la crise soit généralisée à l'ensemble des parties du monde, il nous semble que certains pays du Maghreb en ont tiré un certain nombre d'avantages. C'est le cas de certaines grandes marques européennes qui redécouvrent les vertus de la proximité géographique du Maghreb. Ainsi, l'italien Benetton a décidé d'ouvrir quatre nouvelles usines en 2008 et projette la création de dix unités de sous-traitance en 2009. Alors que le Groupe Galeries Lafayette confectionnait 95 % de ses produits en Asie, il réoriente ses acheteurs vers le sud de la Méditerranée. Après soixante-dix ans d'absence, l'enseigne signera son retour au Maroc en 2010 avec l'ouverture d'un magasin de 13000 m<sup>2</sup> dans le futur Marocco Mall de Casablanca. Démarche identique pour Carrefour. Le distributeur limite désormais ses approvisionnements en vêtements en Asie à hauteur de 60 % et recherche des fournisseurs maghrébins pour les séries courtes. Un renforcement du tissu industriel local qui favorise l'essor du tertiaire.

Dans les services aux entreprises (comptabilité, certification, manutention de sites industriels, gardiennage...), le conseil (arrivée d'Ernst & Young en Algérie) ou l'informatique, les implantations se multiplient. Même la logistique se développe. Geodis (groupe SNCF) s'est installée à Tanger Med, et Gefco, la filiale logistique automobile du groupe Peugeot Citroën, à Tit Mellil, au sud de Rabat. De son côté, le groupe logistique suisse Kuehne & Nagel construit un entrepôt de 20000 m<sup>2</sup> dans la banlieue d'Alger pour distribuer les produits du fabricant d'appareils électriques Legrand dans le pays.

### **Références bibliographiques :**

Colloque International « Crise financière internationale, Ralentissement économique mondial et Effets sur les économies euro-maghrébines », Faculté des Sciences Economiques, des Sciences de Gestion et des Sciences Commerciale, Laboratoire Economie et Développement Université de Béjaia Algérie les Béjaia 11 & 12 Octobre 2009 dont :

Chabane M., « Conséquences de la Crise internationale sur les économies Maghrébines : Le cas de l'Algérie »,

Cherfi S., « Globalisation et crise : le Maghreb sera-t-il concerné par la délocalisation de l'industrie européenne ? »

Hadjar A, « Globalisation et crise financière, le Maghreb sera-t-il concerné par la délocalisation de l'industrie européenne ? »

Kasbaoui T., « Crise financière internationale: quels effets sur l'économie marocaine ? »

Koudri A., « La crise financière internationale: Quelles conséquences sur le devenir du marché financier en Algérie ? »

M'hamdi M., « L'impact de la crise financière internationale sur le secteur des industries de textile et habillement au Maroc »

Oukaci K., « Impact de la crise financière internationale sur l'économie algérienne : Cas des prix du pétrole »

Otmani A. et Bouterf M., « Les canaux de transmission de la crise Financière vers les pays du Maghreb »

- Revue Jeune Afrique

- Divers quotidiens